

Ezop-Québec (1981) *Une ville à vendre*. Laval, Québec. Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 559 pages.

Paul Villeneuve

Volume 26, numéro 68, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021574ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021574ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Villeneuve, P. (1982). Compte rendu de [Ezop-Québec (1981) *Une ville à vendre*. Laval, Québec. Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 559 pages.] *Cahiers de géographie du Québec*, 26(68), 279–281. <https://doi.org/10.7202/021574ar>

vie, vers une géographie du bien-être qui arriverait à « saisir le sens des réactions des personnes et les raisons de leurs satisfactions » (p. 199).

En somme, ce livre est intéressant à plusieurs égards. Il s'agit d'une première ébauche d'un thème très vaste. Bailly réussit, au moyen d'une présentation qui tient plus du commentaire que de l'analyse, à soulever l'intérêt et la curiosité du lecteur. À mon avis, sa contribution principale se situe au niveau de sa tentative, qu'il n'hésite pas lui-même à qualifier de « behavioriste », de prise en compte de l'individu, pour ne pas dire de la personne humaine, dans l'analyse géographique. L'individuation des sujets sociaux pourrait bien provenir de la généralisation des rapports capitalistes, ce qui ne devrait pas nous empêcher d'explorer les ramifications de ce processus.

Paul VILLENEUVE
Département de géographie
Université Laval

ÉZOP-QUÉBEC (1981) *Une ville à vendre*. Laval, Québec. Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 559 pages.

La réédition d'*Une ville à vendre* est un fait important. Non seulement parce qu'elle rend plus accessible cet ouvrage volumineux, d'abord diffusé de façon restreinte, et au prix de multiples difficultés, en 1972. Mais aussi parce qu'elle offre l'occasion d'un commentaire sur la place occupée par l'ouvrage dans le changement social au Québec.

Le livre que viennent de publier les Éditions coopératives Albert Saint-Martin est une synthèse de la recherche menée par le groupe Ézop-Québec sur la rénovation urbaine à Québec à la fin des années soixante. À l'époque, l'impact du « rapport Ézop » a été considérable. Il s'agissait en effet de la première analyse détaillée d'un cas concret de redéveloppement urbain, menée au Québec à partir du cadre conceptuel mis de l'avant dans les travaux d'auteurs néo-marxistes tels que Lefebvre, Althusser, Poulantzas et Castells. Pour la première fois au Québec, une interprétation globale et critique du phénomène urbain était proposée. En quatre cahiers, qui deviennent les quatre parties du présent ouvrage, Ézop réussissait à décoder en profondeur la « fable » du réaménagement urbain véhiculée par les tenants du pouvoir.

La première partie, celle qui a le plus circulé, est théorique. Elle porte sur les rapports entre l'aménagement urbain au sens large et le mode de production capitaliste. En un mot, la ville est située dans l'ensemble des rapports sociaux de type capitaliste. Sur quelque 80 pages, François Lamarche rappelle d'abord comment Ézop en est venu à privilégier l'analyse marxiste de la ville plutôt que d'en rester à une démarche de « développement social » ou centrée sur le concept de « culture de pauvreté ». Il s'agissait de sortir d'une problématique urbaine insularisée : « si l'organisation de la ville ne peut expliquer à elle seule les problèmes sociaux qui mijotent en son centre, c'est à l'ensemble de la structure sociale qu'il faut se référer pour trouver des éléments de réponse » (p. 8). Lamarche présente ensuite l'essentiel de la perspective adoptée par Ézop. Un premier chapitre, « La ville et le capital », sert à introduire les catégories conceptuelles de base : types de capitaux, rente différentielle et rente absolue, etc. Toutefois, la discussion générale, très althusserienne, de la version originale, et qui portait sur le matérialisme historique, a été exclue. Dans un deuxième chapitre, Lamarche offre une introduction à la politique urbaine en retraçant les origines de la commune bourgeoise qui elle-même préfigure l'État moderne, tout en étant détruite par lui. De telle sorte que « la contradiction ville-campagne se résorbe dans la contradiction capital-travail » (p. 79) ; de telle sorte, également, que les institutions politiques urbaines sont intégrées à l'État capitaliste, et que la planification urbaine a comme principal objet de favoriser la circulation du capital.

La deuxième partie s'intitule « Marché immobilier et création d'un centre-ville : le cas de Québec ». Robert Couillard y analyse, au moyen d'une enquête statistique détaillée, les pratiques

foncières, les investissements publics et privés, ainsi que les conséquences sociales de ces pratiques et de ces investissements. Il montre, avec beaucoup de clarté, comment les quartiers Saint-Roch et Saint-Jean-Baptiste ont été littéralement massacrés et leurs habitants refoulés. C'était une histoire connue, à l'échelle de l'Amérique du Nord. Qu'elle se reproduise, avec quelques années de retard, dans une ville aussi « paisible » que Québec ne pourra étonner que ceux qui avaient vu dans la « révolution tranquille » autre chose qu'une accélération de l'intégration du Québec aux rapports sociaux du capitalisme avancé.

Dans la troisième partie, Lionel Robert et Pierre Racicot s'attachent aux aspects politiques de la rénovation urbaine à Québec. Ils débutent leur analyse en notant que : « Chose paradoxale, plus l'État s'implique dans la solution des problèmes urbains, plus les tensions sociales augmentent » (p. 204). Ils examinent l'implication étatique à quatre niveaux. D'abord, l'évolution de la politique d'habitation du gouvernement fédéral, et de son appareil, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, est passée au peigne fin. Ensuite, les auteurs procèdent de la même façon en ce qui concerne le gouvernement du Québec et sa Société d'habitation, qui n'est en réalité qu'un appendice de la SCHL. Au terme de l'analyse, le rôle de ces institutions est clair : d'une part, la SCHL a contribué à favoriser l'accès des classes moyenne et supérieure à l'habitat pavillonnaire ; d'autre part, la SCHL et la SHQ, en finançant la rénovation des centres-villes, et en construisant un nombre moins grand de HLM que le nombre de logements démolis, ont toutes deux contribué à refouler la classe populaire et à accroître ses problèmes de logement. En troisième lieu, Robert et Racicot analysent le « fiscal squeeze » des municipalités, dont Québec, et montrent comment cette situation conduit à une stratégie de rénovation urbaine, sans que les municipalités ne se démontrent à elles-mêmes que cette stratégie est véritablement rentable, aux plans fiscal, économique et social. Ce dernier point est illustré par l'étude du réaménagement de la colline parlementaire et de l'Aire 10 dans le quartier Saint-Roch, deux opérations qui continuent à mobiliser les forces en présence sur la scène municipale à Québec. À cet égard, *Une ville à vendre* n'a pas perdu de son actualité. En 1972, lors de sa parution, la recherche s'inscrivait dans un processus conflictuel en marche. Elle prenait position dans le conflit et, pour cette raison, son apport reste aujourd'hui de toute première valeur pour le mouvement populaire. En dernier lieu, Robert et Racicot interprètent l'action du Comité de citoyens de l'Aire 10, le premier groupe populaire à mener des luttes urbaines au centre-ville de Québec. Ils montrent comment cette action est limitée par une dépendance idéologique face au pouvoir en place et par l'isolement à l'intérieur du quartier : « Le repli du comité sur les problèmes du quartier a consacré en même temps son isolement politique et idéologique » (p. 336).

Une quatrième partie, écrite par Gérald Doré et Robert Mayer, concerne spécifiquement les aspects idéologiques du réaménagement urbain à Québec. Il s'agit pour eux de montrer comment la question urbaine a servi de « révélateur des contradictions de classe à Québec, dans les années soixante » (p. 355). Ils le font en procédant à une analyse de contenu du discours des principaux protagonistes, le maire, le Service d'urbanisme de la Ville de Québec et le Comité des citoyens de l'Aire 10. Les thèmes de l'idéologie dominante qui se dégagent de l'analyse sont : une propension à représenter le réaménagement comme émanant de la volonté populaire via les politiciens élus ; une confusion savamment entretenue entre la volonté d'informer les citoyens et la nécessité de garder certaines informations confidentielles ; une récupération émasculée de l'idéologie participationniste du Comité de citoyens ; un recours, qui apparaît maintenant naïf, à la scientificité et à la rationalité technocratique des urbanistes ; et enfin, un appui constant sur la rationalité économique pour justifier le recours au grand capital immobilier. Face à ces arguments véhiculés par l'idéologie urbanistique dominante, le Comité de citoyens est le plus souvent démuné : il en vient à s'interroger lui-même sur sa propre représentativité ; il ne réussit pas à se dégager de son idéologie participationniste et se limite à un rôle de groupe de pression, refusant la politique électorale ; il se démarque mal par rapport à la rationalité technocratique ; en un mot, il se confine au terrain défini par l'idéologie dominante.

Une postface de quelque 50 pages évalue la contribution d'Ézop par rapport au chemin parcouru depuis dix ans. L'idéologie véhiculée par les comités de citoyens en particulier, et par le mouvement populaire en général, a considérablement évolué. Au regard des travaux de recherche recensés dans cette postface, deux aspects semblent se dégager de l'analyse des luttes urbaines au Québec pendant la dernière décennie. D'une part, le décodage de l'idéologie

dominante et l'émergence d'une logique propre au mouvement populaire semblent avoir sensiblement progressé chez les analystes et chez les militants. D'autre part, l'articulation entre les classes populaires et la fraction mal définie de la nouvelle petite bourgeoisie qui se mêle au mouvement populaire est loin d'être claire, ni au niveau du réel, ni au niveau de sa représentation.

À mon avis, c'est par rapport surtout à ce dernier aspect qu'*Une ville à vendre* a eu ses plus grandes répercussions: c'est en effet dans la pratique politique au niveau urbain que les intellectuels, auteurs du « Rapport Ézop », ont voulu tester leur analyse. Ils ont eu à le faire dans une conjoncture différente de celle où fut produite leur étude: une crise économique larvée qui se traduit par un ralentissement des activités du capital immobilier, et la montée au pouvoir du Parti québécois qui, d'une part, crée certains espoirs mais qui, d'autre part, pose d'emblée la question du rôle de la nouvelle petite bourgeoisie dans la formation sociale québécoise.

On sait que certains des auteurs d'*Une ville à vendre* ont contribué à mettre sur pied le Rassemblement populaire de Québec, un parti politique municipal qui fait la lutte au pouvoir en place depuis maintenant plus de cinq ans. Le RPQ, bien qu'issu des groupes populaires, n'a pas absorbé les comités de citoyens et ceux-ci n'ont pas, non plus, pris la direction du parti. On a réalisé à Québec, contrairement à ce qui s'était passé à Montréal, et beaucoup à cause de ce qui s'était passé à Montréal, l'autonomisation du mouvement politique (le RPQ) par rapport au mouvement social (les groupes populaires). Cette autonomie relative élargit son ressourcement et lui confère une dynamique particulière. Le « Rapport Ézop » est loin d'être étranger à cette évolution. Par la cohérence, la profondeur et le détail de son analyse, il a singulièrement contribué à faire avancer les choses. Qu'une telle recherche, radicale et marxiste, ait pris place à Québec, plutôt qu'à Montréal, peut au départ surprendre. Au moins, ce fait devrait poser problème au géographe préoccupé des aspects régionaux de la formation sociale. Avec le RPQ, le « socialisme à visage urbain », pour reprendre l'expression de Garnier et Goldschmidt, est mieux implanté à Québec qu'à Montréal. Il faudra s'interroger là-dessus: retracer les conséquences locales de la jonction entre les intellectuels nationalistes de Montréal et les intellectuels libéraux et quelquefois plus « socialisants » de Québec; repérer également certaines des retombées indirectes des entreprises d'aménagement telles le BAEQ, et de la mise sur pied d'institutions paragouvernementales telles les CRD. Tout se passe en effet comme si l'impact premier d'une recherche comme *Une ville à vendre*, qui pose dès le départ, et tout au long de l'analyse, le postulat de la nécessité de l'imbrication des problèmes urbains dans des rapports sociaux globaux, prenait place d'abord, et avant tout, au niveau local, à Québec même, et dans d'autres localités où des chercheurs ont tenté la même analyse. Est-ce là un signe annonciateur de l'émergence d'une contre-pratique politique qui se tisse dans le vécu quotidien, au niveau local? Ou est-ce plutôt l'investissement, par en haut, des quartiers et des régions par le nouveau pouvoir québécois... qui au fait ne l'est plus tellement? Ces questions soulèvent le problème des fractionnements de la nouvelle petite bourgeoisie et de ses productions intellectuelles. Il est trop simple de prétendre que les intellectuels de la NPB sont d'abord et uniquement organiques par rapport à leur propre classe. *Une ville à vendre* est un indice, sinon une preuve, du contraire.

Paul VILLENEUVE
Département de géographie
Université Laval, Québec

MONTIFROY, Gérard A. (1981) *Géographie politique et géopolitique*. Montréal, Guérin Éditeur Limitée, collection Dossiers Universitaires, 379 pages.

Un cliché généralisé retient l'idée que la géographie politique d'avant 1945 fut d'abord et surtout le fait de l'école allemande et que les développements dans cette discipline, depuis 1945, reviennent à l'école anglo-saxonne. Une telle vision des faits déforme la compréhension de cette branche comme partie prenante de l'histoire de la pensée géographique. D'une part, les bases bibliographiques montrent très clairement que la somme des contributions en langue française